

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 09/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAMIN

18 Avenue Malvesin
BP 4
92400 Courbevoie

Références : IC-R/0354/24-SLT/MC
Code AIOT : 0005103003

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2024 dans l'établissement SAMIN implanté La Plaine de Beaulieu le Neuf, Le Terrier de la Herse 60300 Baron. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée suite au jugement du tribunal administratif d'Amiens du 20/06/2024.

Ce jugement enjoint à la préfète de l'Oise de saisir l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement de la situation de la carrière exploitée par la société SAMIN sur le territoire de la commune de Baron dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent jugement puis de réexaminer la demande des requérants.

L'inspection a porté sur le contrôle des surfaces effectives d'exploitation et les surfaces remises en état.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAMIN
- La Plaine de Beaulieu le Neuf, Le Terrier de la Herse 60300 Baron
- Code AIOT : 0005103003
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAMIN est autorisée à exploiter sur la commune de Baron une carrière de sables à ciel ouvert.

Les activités sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/06/2007 pour une durée de 20 ans.

La production maximale est limitée à 500 000 t/an. Les matériaux extraits sont destinés à l'industrie (verrerie, fonderie...) et aux travaux publics.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/06/2007, article II.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que la société SAMIN n'a pas atteint la surface minimale de remise en état des terrains définie dans le dossier d'autorisation ayant donné lieu à l'arrêté préfectoral du 11/06/2007.

Toutefois, l'exploitant a transmis un porter à connaissance modifiant le rythme de réaménagement de la carrière. Dans l'attente de l'instruction du dossier, il n'est pas proposé de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2007, article II.6
Thème(s) : Situation administrative, Conduite de l'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation et ses annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des règlements en vigueur.</p> <p>.../...</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dossier de demande d'autorisation ayant donné lieu à l'arrêté préfectoral du 11/06/2007 indique : <i>"L'emprise totale à décapier est d'environ 19 ha, ces travaux seront exécutés annuellement à la cadence d'1 à 1.5 ha par an; une superficie identique sera remise en culture chaque année .../... L'emprise de la carrière en exploitation, d'environ 8 ha, n'évoluera guère au cours du temps.../..."</i></p>

En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les documents suivants :

- dernier plan topographique,
- plans de phasage issus du dossier d'autorisation pour les années 2020 et 2025,
- historique des surfaces depuis 2007

Le plan topographique daté du 15/12/2023 a été réalisé par un géomètre (SELARL Houdry). Il fait apparaître la répartition des surfaces suivante :

- surface en exploitation : 8.55 ha
- surface des pistes : 1.50 ha
- surface en cours de réaménagement : 6.63 ha
- surface réaménagée : 9.47 ha
- surface de boisement : 2.59 ha

Au sujet de la surface en exploitation, il s'agit de la surface sur laquelle une activité d'extraction doit être réalisée. Les surfaces en cours de réaménagement en sont exclues car l'extraction y est achevée.

L'historique des surfaces de la carrière entre 2007 et 2022 transmis par l'exploitant fait apparaître une surface d'exploitation comprise entre 5.6 et 8.8 ha. A la fin de l'année 2023, cette surface est de 8.55 ha. La surface définie dans le dossier de demande d'autorisation est donc respectée.

Concernant la surface en cours de réaménagement, l'exploitant précise qu'il s'agit d'une zone sur laquelle l'exploitation est terminée. Le réaménagement est réalisé de façon progressive au rythme des campagnes de décapage. L'objectif étant de déposer les matériaux directement sur l'emplacement définitif en respectant le profil terre végétale / limons / calcaires. Lors de la visite, les différents zonages ont pu être constatés.

L'exploitant indique que les opérations de décapage n'ont pas lieu tous les ans.

Concernant le plan de phasage, l'exploitant indique rencontrer un retard sur le plan prévu dans le dossier d'autorisation.

En prenant en compte un rythme de remise en état compris entre 1 et 1.5 ha par an, entre 2007 et 2023 (date du dernier plan topographique), la surface remise en état devrait être comprise entre 16 et 24 ha.

Selon le détail des surfaces présenté ci-dessus, la somme des surfaces réaménagées et des boisements est de 12.06 ha, ce qui paraît insuffisant au regard des éléments figurant dans le dossier.

L'exploitant indique que le retard sur le réaménagement est lié à la topographie finale de la remise en état. En effet, celle-ci prévoit une zone en pente dans la direction sud-nord jusqu'au niveau le plus bas de la carrière. Cette pente est visible sur les photos présentées en annexe au présent rapport. La remise en état nécessite donc la mise en place de volumes plus importants de matériaux dans les premières phases d'exploitation et par conséquent, un avancement en surface plus lent.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis un porter à connaissance portant sur une modification du rythme de réaménagement et des éléments figurant dans le dossier de demande d'autorisation.

Dans l'attente de l'instruction du dossier, il n'est pas proposé de suite administrative à ce stade.

Type de suites proposées : Sans suite